



GESTION PUBLIQUE DE L'EAU À EST-ENSEMBLE

la voie est libre

Avec le soutien de :



Est-Ensemble⁽¹⁾ a signé un accord de coopération avec la ville de Paris, dont le premier point porte sur l'eau et ouvre grand la porte à une alternative publique pour la gestion de l'eau dans l'Est parisien. Paris s'engage à faciliter les études, à prêter son assistance technique et même à envisager les modalités de création d'un syndicat mixte si, bien sûr, Est-Ensemble en fait la demande.

(1) Est-Ensemble regroupe les communes de Bagnolet, Bobigny, Bondy, Le Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Montreuil, Noisy-le-Sec, Pantin et Romainville.

Grâce à l'action des citoyens, avec la Coordination Eau Île-de-France, l'adhésion d'Est-Ensemble au SEDIF (Syndicat des eaux d'Île-de-France, étroitement lié à Veolia) a été cassée par le tribunal administratif. Le SEDIF assure encore, de fait, la distribution d'eau, mais les dirigeants d'Est-Ensemble peuvent à tout moment choisir une autre solution, s'ils en ont la volonté.

Les conditions sont donc réunies pour tirer un trait sur le choix désastreux de 2010 d'adhérer au SEDIF et pour s'engager dans la voie d'un partenariat public-public et aussi gagnant-gagnant avec Paris. Est-Ensemble a tout intérêt à s'appuyer sur un partenaire aussi solide que la ville de Paris qui a, sans conteste, réussi le passage en régie. Et Paris a intérêt à utiliser davantage ses capacités de production, devenues excédentaires avec la baisse constante de la consommation, et à améliorer encore son bilan économique, dans l'intérêt des usagers.

Encore faut-il que les élus l'empruntent

« Je suis favorable à une gestion publique de l'eau », affirme le président d'Est-Ensemble. Très bien, alors maintenant, passons aux actes ! Pas question d'attendre jusqu'en 2023, l'impossible retour à une gestion publique du SEDIF qui sera alors lié depuis un siècle à Veolia. Le passage à une gestion publique peut être rapide : 18 mois à Paris ! Pas question non plus, après des dizaines d'années de surfacturation des usagers, de payer un « droit de sortie » au SEDIF, comme le suggère l'interminable et coûteuse étude menée pour Est-Ensemble. Les frais éventuels devront être assumés de façon équitable entre la future régie d'Est-Ensemble et le SEDIF.

Encore faut-il que les citoyens les y engagent

A quelques mois de l'élection des conseillers municipaux et communautaires, les citoyens peuvent se faire entendre en s'adressant aux différentes listes et en leur réclamant des engagements forts. Si tout le monde se prononce pour la gestion publique, qui est prêt à créer dès maintenant la régie publique de l'eau d'Est-Ensemble et à s'engager à la mettre en place au cours du prochain mandat ? Cette simple question devrait suffire à départager discours politiques et intentions vérifiables.

Ce sera le marqueur du changement à Est-Ensemble pour les citoyens.

POUR AGIR, JE REJOINS LA COORDINATION EAU ILE-DE-FRANCE



BULLETIN D'ADHÉSION 2013

site : <http://eau-iledefrance.fr> – Contact : coordination@eau-iledefrance.fr

NOM, PRÉNOM

ADRESSE

TÉL.

E-MAIL

Je souhaite adhérer à la Coordination Eau IdF Je souhaite recevoir la newsletter de la Coordination Eau IdF

Je souhaite faire un don à la Coordination Eau IdF Je souhaite commander l'annuaire des associations pour l'eau en Ile-de-France, au tarif de 12 €

Adhésion 2013 : Étudiant, chômeur, précaire : 5 € ; autre individuel : 20 € ; association locale : à partir de 40 € ; association nationale/internationale : à partir de 100 €

Envoyer chèque et/ou bulletin d'inscription à : Coordination Eau Ile-de-France – 5, rue de la Révolution 93 100 Montreuil – 09 82 31 73 84